

**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT  
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT  
CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS  
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

**J**

**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**

Communiqué de presse n° 6 (F)

6-7 octobre 2009

Rapport du Président du Comité monétaire  
et financier international du Conseil des gouverneurs,  
**M. YOUSSEF BOUTROS-GHALI,**  
au Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international



**Rapport du Président du Comité monétaire  
et financier international du Conseil des gouverneurs,  
M. Youssef Boutros-Ghali,  
au Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international  
Le 6 octobre 2009**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les gouverneurs, Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à exprimer la gratitude des membres du Comité monétaire et financier international (CMFI) au gouvernement turc pour l'organisation admirable de ces réunions. Je voudrais aussi rendre hommage, au nom des membres du Comité et à titre personnel, au talent remarquable avec lequel Dominique Strauss-Kahn a conduit le FMI au cours des dix-huit derniers mois en faisant preuve d'initiative, d'ingéniosité et d'efficacité. Je souhaiterais enfin saluer le travail considérable des services du FMI, qui ont su se montrer à la hauteur des défis extraordinaires de ces derniers mois.

C'est avec plaisir que je rends compte au Conseil des gouverneurs de l'issue des délibérations menées samedi et dimanche par le CMFI, que j'ai eu l'honneur de présider. Les réunions se sont déroulées dans une atmosphère positive, avec en toile de fond les premiers signes d'une reprise de l'activité. Nous avons réitéré notre engagement de stimuler l'économie mondiale, en agissant tant sur le plan des politiques économiques et financières que sur celui des institutions qui régissent l'économie internationale. Nous avons aussi évoqué les réformes à engager au FMI pour que celui-ci puisse garder son rôle de centralisation des informations de manière à donner l'impulsion voulue aux politiques économiques et financières menées dans le monde entier et à en garantir la cohérence.

Nous nous sommes engagés à continuer d'appliquer des politiques budgétaires, monétaires et financières propres à favoriser la reprise jusqu'à ce que celle-ci se soit durablement installée et nous nous tenons prêts à prendre le cas échéant de nouvelles mesures. Nous avons souligné que les réformes qu'il a été convenu d'engager dans le secteur financier et sur le plan réglementaire devaient être menées à bien sans délai. Nous avons aussi réaffirmé notre responsabilité collective d'éviter le protectionnisme sous toutes ses formes. Le Comité a insisté en outre sur la nécessité de veiller à ce que les efforts déployés par les pays à faible revenu continuent à bénéficier d'un soutien international.

Nous avons salué les résultats du Sommet du G-20 à Pittsburgh et appuyé l'engagement pris à cette occasion de concevoir des politiques propices à une croissance

solide, soutenue et équilibrée de l'économie mondiale. Nous avons demandé au FMI de participer aux évaluations mutuelles des pays du G-20.

Nous avons résolu d'unir nos efforts, pendant que la reprise s'installe, pour définir et mettre en œuvre des stratégies de sortie crédibles et coordonnées en vue de retirer le soutien public au secteur financier, de mettre fin de façon ordonnée aux politiques de soutien monétaire et de procéder au rééquilibrage budgétaire qui s'impose pour garantir la viabilité à long terme des finances publiques. À cet égard, il a été demandé au FMI de formuler les principes qui doivent régir l'exécution ordonnée et concertée des stratégies de sortie en tenant compte de la situation particulière des différents pays, et de guider par ses conseils la mise au point des mesures de sortie.

Nous avons confirmé en outre qu'il était indispensable de procéder à la réforme des quotes-parts du FMI pour accroître sa légitimité et son efficacité. Nous nous sommes déclarés favorables à ce qu'au moins 5 % du total des quotes-parts soient transférés des pays surreprésentés aux pays émergents et en développement dynamiques qui sont sous-représentés, en utilisant la formule actuelle de calcul des quotes-parts comme point de départ. Le Comité s'est aussi engagé à préserver la part des pays membres les plus pauvres dans le total des voix attribuées. Il a invité instamment tous les pays membres à consentir au plus vite à la réforme de 2008 de la représentation et des quotes-parts, qui est toujours en suspens. Il a demandé en outre au Conseil d'administration de respecter l'échéance convenue de janvier 2011 pour mener à bien la Quatorzième révision générale des quotes-parts.

Le Comité a remercié le Conseil d'administration de son rapport sur les réformes de la gouvernance du FMI et lui a demandé de poursuivre l'examen de l'ensemble des ces réformes. En ce qui concerne la sélection de la Direction du FMI, nous avons l'intention d'adopter à notre prochaine réunion une procédure fondée sur l'ouverture, la transparence et le mérite.

La surveillance exercée par le FMI a été considérablement améliorée, notamment par le lancement de l'exercice d'alerte avancée FMI-CSF et le renforcement en cours des volets financier et transnational de son travail d'analyse. Le Comité a demandé au FMI de commencer rapidement à mettre en œuvre le cadre assoupli du programme d'évaluation du secteur financier (PESF) en veillant à ce que cela se traduise par une surveillance macrofinancière plus poussée et une meilleure prise en compte de cette évaluation dans la surveillance bilatérale.

De façon plus générale, la crise a montré qu'il y avait lieu de procéder à un réexamen de la mission du FMI. Nous avons donc demandé au FMI de revoir sa mission

de manière à y inclure l'ensemble des politiques macroéconomiques et financières qui influent sur la stabilité mondiale.

Le Comité a remercié les pays membres qui se sont engagés à fournir temporairement des ressources au FMI et a salué l'accord attendu sur un NAE renouvelé et plus souple. Le Comité est convenu que le FMI devrait conduire une réflexion sur le montant et la composition des ressources dont il a besoin—y compris le montant de l'augmentation globale des quotes-parts—à la lumière du résultat de la Quatorzième révision générale des quotes-parts.

Le Comité a félicité le FMI de l'inventivité dont il a fait preuve pour améliorer les filets de protection financière des pays membres. Les concours financiers qu'il a accordés à un grand nombre de pays ainsi que l'allocation de DTS équivalant à 283 milliards de dollars ont contribué à rétablir la confiance. La ligne de crédit modulable (LCM) en particulier a apporté un soutien important à plusieurs pays émergents.

Nous avons salué la refonte du dispositif de prêt concessionnel du FMI et son engagement de plus que doubler ses prêts concessionnels. Nous nous sommes félicités de l'engagement pris par certains pays membres d'apporter des ressources de prêt et de bonification additionnelles et nous avons invité instamment les autres contributeurs potentiels à se hâter de faire de même.

Nous attendons avec intérêt la pleine mise en œuvre du nouveau mode de financement du FMI, en ce qui concerne notamment l'accord sur les ventes d'or et l'engagement de fournir des ressources de bonification supplémentaires.

Enfin, nous avons demandé au FMI de mener une étude sur son rôle de financement futur et de préparer un rapport à ce sujet, ainsi que de réfléchir à d'autres moyens de promouvoir la stabilité mondiale à long terme et le bon fonctionnement du système monétaire international.

Mesdames et Messieurs,

Il y a tout juste un an, l'économie mondiale était en chute libre. Aujourd'hui, nous espérons que le pire est derrière nous. Et j'ai perçu au sein du Comité une volonté de dépasser nos différences pour procéder aux changements qui s'imposent afin d'être mieux préparés à affronter ensemble les épreuves à venir.

Je vous remercie.